



COMMUNE DE TRANS EN PROVENCE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Marché à procédure adaptée

Marché n° 2024/002

MAPA : Réfection du terrain multisports et d'un espace de « street-fitness »

**Mairie de Trans en Provence
25 Avenue de la Gare
83720 Trans en Provence
04 94 60 62 49**

Date limite de remise des offres : le 23/08/2024 à 12 heures

SOMMAIRE

COMMUNE DE TRANS EN PROVENCE	1
CHAPITRE I : NORMES DES EQUIPEMENTS	4
ARTICLE 1.1 – GENERALITES	4
ARTICLE 1.2 – RESPONSABILITE	4
ARTICLE 1.3 – QUALITES-CONFORMITES-DEFINITIONS	4
1.3.1 – Terrain multisports	4
1.3.2 – Street workout - fitness	5
1.3.3 – Sols amortissants	5
ARTICLE 1.4 – INSTALLATION	5
ARTICLE 1.5 – MATERIELS	6
CHAPITRE II : SPECIFICATIONS DES MATERIELS ET DES MATERIAUX	6
ARTICLE 2.1 – TERRAIN MULTISPORTS	6
2.1.1 Structure	6
2.1.2 Frontons	6
2.1.3 Palissades	7
2.1.4 Système anti-bruit	7
2.1.5 Eléments de fixation	7
ARTICLE 2.2 –STREET FITNESS, EQUIPEMENTS FITNESS	7
2.2.1 - Les matériaux	7
2.2.2 – Les roulements	7
2.2.3 - Les poignées	8
2.2.4 - Les butées	8
2.2.5 - Les sièges	8
2.2.6 - Système de poids	8
2.2.7 - L'assemblage	8
2.2.8 – La structure	8
ARTICLE 2.3 - GAZON SYNTHETIQUE	9
ARTICLE 2.4 - SOLS AMORTISSANTS	9
CHAPITRE III : EXECUTION DES TRAVAUX ET DESCRIPTIF DES EQUIPEMENTS	10
ARTICLE 3.1 – PIQUETAGE ET IMPLANTATION	10
ARTICLE 3.2 – MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
3.2.1 Constat contradictoire sur l'état des lieux	10
3.2.2 Protection de la végétation	10
3.2.3 – Travaux préparatoires	10
3.2.4 - Scelllements, Ancrage et fixation des matériels	11
3.2.5 - Protection des ouvrages finis - Nettoyage	11
3.2.6 – Essais et contrôles	11

ARTICLE 3.3 – DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS.....	12
3.3.1 – Fourniture et pose terrain multisports	12
3.3.2– Fourniture et pose de street fitness et équipements fitness.	12
3.3.3 - Fourniture et pose panneau d’information	12
3.3.4 - Echantillons.....	13
ARTICLE 3.4 – PLAN DE RECOLEMENT	13
ARTICLE 3.5 – GARANTIE	13
ARTICLE 3.6 - OBLIGATIONS DE L’ENTREPRENEUR	13

CHAPITRE I : NORMES DES EQUIPEMENTS

ARTICLE 1.1 – GENERALITES

Le présent cahier des clauses techniques particulières définit les spécifications et les conditions de la réalisation de :

1. Démolition de l'existant (stade multisport et les éléments de street-fitness)
2. Fourniture et pose d'un terrain multiport y compris signalétique réglementaire
3. Fourniture et pose d'un street-fitness, d'équipements fitness y compris signalétique réglementaire
4. Fourniture et pose d'un gazon synthétique.
5. Fourniture et pose de sols souples

Le marché des équipements de loisirs étant en pleine expansion et en perpétuelle évolution, la gamme et la nature des éléments qui la composent s'enrichissent sans cesse. Certains sont encore inconnus. L'énumération qui va suivre n'est pas exhaustive sous réserve que tout produit proposé réponde aux conditions exposées dans le chapitre 1.

Il appartient donc à l'entrepreneur de faire connaître au maître d'ouvrage les produits nouveaux de ses fournisseurs.

Tout nouveau produit ou tout produit non référencer devra être accompagné de certificats de garantie par des laboratoires officiels. Le prix des essais et de rédaction des certificats est à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 1.2 – RESPONSABILITE

L'entreprise devra prendre toutes assurances quant à la responsabilité des dommages qu'elle pourrait causer à d'autres ouvrages ou réseaux existants du fait de l'exécution des travaux.

Elle devra obligatoirement déposer auprès des sociétés ou organismes concessionnaires et des services municipaux intéressés par les travaux une déclaration d'intention de travaux.

Il convient de préciser que tout défaut ou manquement constaté au niveau des équipements de jeux est de la responsabilité de l'entreprise, quitte pour elle à se retourner ensuite vers le fournisseur ou son monteur si celui-ci n'a pas respecté la notice de montage.

ARTICLE 1.3 – QUALITES-CONFORMITES-DEFINITIONS

1.3.1 – Terrain multisports

Les travaux objets du présent marché seront impérativement soumis aux règlements, normes et décrets encadrant la mise à disposition des « équipements sportifs en accès libre » (EN 15312 de mai 2007 et décret 07-1133 du 24 juillet 2007 et EN 1176-1), celles concernant les équipements sportifs (NF.S-52 901) et celles en vigueur à la date de soumission des offres.

Les éléments qui seront installés devront faire l'objet d'une copie de l'attestation de conformité aux exigences de sécurité, délivré par un bureau de contrôle.

Les éléments formant la structure devront être conformes aux normes telles que celle concernant la protection contre les coincements de doigts et de têtes (EN 15312 et EN 1176-1), l'incitation à grimper (EN 15312) ; les ouvertures au-dessus de 1m seront inférieures à 50 mm etc.

Les agrès sportifs tels que les cercles de basketball, les buts de football et de handball seront conformes au décret 96-495 et aux normes NF EN749, NF EN 748 et NF EN 1270.

La galvanisation des aciers utilisés sera conforme aux normes NBN EN 10326 et NBN EN 10327. Le métal utilisé respectera la norme NF 49541.

Les règles NV 65 neige et vent seront utilisées pour le calcul des éléments pare-ballon.

Cette liste est non exhaustive.

Le contrôle de stabilité relatif au décret du 4 juin 1996 sera à la charge du titulaire (cf. article 4.3).

1.3.2 – Pose de gazon synthétique avec norme terrain multisport

Les sols en gazon synthétique proposés devront offrir toutes les garanties requises sur le plan de la sécurité et de ses performances.

1.3.3 – Street-fitness

Les travaux sont à exécuter conformément à tous les décrets, arrêtés, normes et règlements en vigueur à la date de la remise de l'offre, et en particulier aux documents désignés ci-après (liste non limitative):

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux,
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux à la date de remise de l'offre, et en particulier le fascicule 35, « Aménagements paysagers. — Aires de sports et de loisirs en plein air »,
- les Cahiers des Charges et les Règles de Calcul du groupe DTU,
- les normes françaises AFNOR,
- les recommandations des concessionnaires de réseaux,
- les réglementations sur la sécurité des travailleurs,
- les règlements sanitaires en vigueur.

Pour toutes les clauses non précisées dans les pièces du marché remises à l'entrepreneur, il sera fait référence à ces mêmes documents.

La signature des pièces du marché implique de la part de l'entrepreneur sa parfaite connaissance de ces documents ainsi que de ceux du dossier et leur acceptation sans réserve.

1.3.4 – Sols amortissants

Les sols amortissants proposés devront offrir toutes les garanties requises sur le plan de la sécurité et de ses performances amortissantes sur le street-fitness.

REFERENTIEL DE CONTROLES

Décret 94-699 du 10 août 1994

Décret 96-1136 du 18 décembre 1996

Normes Françaises (NF S 54-201, 202, 203 et 204 et NF S 52-400) de 1992 et 1995

Normes Européennes (NF EN 1176-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11 et 1177) de 1997, 1998 et 2008. Note 97-242 du 7 août 1997

Référentiel AFNOR BP S54-2016

Avis 98-304 de novembre 1998

Avis du 15 décembre 1998

ARTICLE 1.4 – INSTALLATION

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre, c'est à dire :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et de ces conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;

- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc...

- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris parfaite connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais. Le plan d'installation est proposé par l'entreprise. Ce dernier devra recevoir l'accord définitif du maître d'œuvre ou de son représentant préalablement à tout début d'exécution. Le plan devra être déposé au moins huit jours avant la date prévue pour le commencement des travaux

ARTICLE 1.5 – MATERIELS

Les matériels seront conformes aux descriptions du présent CCTP.

CHAPITRE II : SPECIFICATIONS DES MATERIELS ET DES MATERIAUX

ARTICLE 2.1 – TERRAIN MULTISPORTS

2.1.1 Structure

Tout équipement de sports devra offrir toutes les garanties requises sur le plan de la conception, de la sécurité, de la durabilité et de la facilité d'entretien : traitement contre la corrosion, ininflammables, forte résistance à l'usure et aux chocs.

La structure sera traitée par galvanisation à chaud.

Les poteaux supports des frontons et palissades seront traités de la même façon.

Les poteaux de structure auront un diamètre proche de 90 mm d'une épaisseur de 3 mm minimum, pour optimiser la résistance mécanique. Sont exclu les poteaux de forme carré ou rectangulaire.

Les frontons et palissades seront équipés de panneaux tubulaires métalliques très résistants.

Les remplissages de type caillebotis, treillis soudé, lames de bois (Bambou, pin, bois exotique, etc..) y compris lames recyclées sont exclues.

Les tubes horizontaux inférieurs et supérieurs des latéraux et frontons seront de diamètre d'environ 40 mm et d'une épaisseur de 3 mm Les tubes verticaux de remplissage des frontons, seront de diamètre proche de 20 mm, d'une épaisseur de 2 mm avec soudure réalisée après emboîtement dans les tubes horizontaux. Tout autre type d'assemblage sera exclu.

2.1.2 Frontons

Ils seront équipés de buts multisports. Le but sera constitué d'une cage rectangulaire de 3m x 2m. Le fond de but sera impérativement en panneaux barreaudés.

Les fonds de but incliné seront exclus ainsi que les fonds de but en filet.

Il sera obligatoirement équipé d'un accès pour personne à mobilité réduite en fond de but. Cet accès ne nécessitera pas de clé, ni de visserie ou de démontage. Il sera spécialement conçu pour accepter le passage des fauteuils roulants et sera impérativement équipé d'une zone de retournement de 1,40 m minimum. Il permettra l'accès au terrain aux utilisateurs, mais empêchera l'intrusion des deux-roues.

2.1.3 Palissades

Elles seront équipées d'une main courante ronde, lisse, afin d'éviter les risques d'assise et de blessures. Les barreaux métalliques des palissades seront montés verticalement pour éviter l'escalade. Le remplissage des palissades de type caillebotis, treillis soudé, lames de bois (Bambou, pin, bois exotique, etc..) y compris lames recyclées sont exclues. La lisse supérieure, ne permet pas de s'asseoir afin d'éviter tout risque de renversement. **Sont inclus dans les palissades des poteaux multifonctions permettant la pratique du volley, tennis, etc.**

2.1.4 Système anti-bruit

Tous les contacts métal/métal sont assortis de silentbloc caoutchoucs néoprène haute densité afin de ne pas créer ou propager les vibrations, et d'insonoriser efficacement la structure.

Le candidat précisera dans son offre le dispositif amortisseur de vibration utilisé pour justifier de la réduction optimale du niveau sonore.

2.1.5 Eléments de fixation

L'ensemble de la visserie et boulonnerie sera en inox, inviolable pour éviter tout risque de vandalisme. La visserie sera accessible facilement, afin de pouvoir effectuer le resserrage périodique des éléments selon les prescriptions du fabricant. Une clé spécifique usine sera remise au maître d'ouvrage pour les interventions ultérieures. Le fabricant devra porter une attention particulière sur l'homogénéité de la visserie pour faciliter l'entretien et la maintenance. L'ensemble des fixations panneaux / poteaux sera réalisé par un système de fixation évitant le contact Métal/métal (incluant un système amortissant efficace) et permettant de s'adapter aux différentes configurations de plateforme (un système de réglage des grilles en altimétrie est souhaité).

En aucun cas, la conception de l'ensemble n'autorisera de reliefs, parties saillantes (colliers d'assemblage proéminents etc.).

Le candidat précisera dans son offre le dispositif utilisé pour fixer les panneaux sur les poteaux porteurs.

ARTICLE 2.2 –STREET-FITNESS, EQUIPEMENTS FITNESS

EQUIPEMENTS FITNESS

2.2.1 - Les matériaux

Les structures seront en acier inoxydable, galvanisé à chaud et traitées par poudrage double 100% recyclable avec traitement thermique. Les matériaux sans traitement soumis au processus de corrosion sont prohibés.

Tubes en acier galvanisé à chaud soudés dans des machines individuelles avec utilisation de gabarit permettant une régularité parfaite.

Mise en œuvre d'une couche d'apprêt (soudure) époxy riche en zinc.

Une peinture statique viendra recouvrir les équipements avant leur thermolaquage.

Couvercles supérieurs et sols en aluminium peint permettant de protéger des intempéries.

2.2.2 – Les roulements

Ils seront fermés et en acier inoxydable

2.2.3 - Les poignées

Afin de permettre une parfaite adhérence et permettre une pratique plus agréable, les tubes en aciers seront agrémentés de poignées en caoutchouc et collées pour éviter tout vol.

2.2.4 - Les butées

Les butées seront internes et progressives grâce à des tampons en caoutchouc pour amortir le choc et éviter toute chute. Afin d'amortir le poids des utilisateurs, certains équipements pourront être conçus avec des butées triangulaires, notamment sous les assises ainsi que des butées de mouvement de balancement qui limite l'amplitude à 55° maximum.

2.2.5 - Les sièges

Les sièges seront vissés permettant un remplacement facile. Ils seront en acier galvanisé, en acier inoxydable et en PEHD

2.2.6 - Système de poids

Les poids, réglables sur 5 niveaux de difficultés seront parfaitement sécurisés grâce à une poignée. Ils seront en acier galvanisé thermolaqué

2.2.7 - L'assemblage

L'assemblage se fera à l'aide de vis et d'écrous pré-insérés dans les montants et soudés. Ils seront recouverts par des caches en inox, permettant de limiter le plastique. Pour les démonter, il suffira de déboulonner et de déposer la partie à remplacer.

STREET-FITNESS

2.2.8 – La structure

Tout équipement de sports devra offrir toutes les garanties requises sur le plan de la conception, de la sécurité, de la durabilité et de la facilité d'entretien : traitement contre la corrosion, ininflammables, forte résistance à l'usure et aux chocs.

La structure sera en acier thermolaqué traité par galvanisation à chaud avec un apport de zinc de 50 à 70 microns selon normes en vigueur. Après galvanisation, la structure métallique aura subi un microbillage avant application du traitement de finition. Les structures en acier type acier Sendzimir plastifié ou aluminium sont exclues.

Les coloris seront proposés dans chaque offre, par le candidat au maître d'ouvrage selon la gamme RAL.

Le thermolaquage doit être réalisé sans solvant, aucun composé organique volatile, aucun métaux lourds. Il devra garantir d'une très bonne résistance aux chocs, à la corrosion, et tenue des couleurs.

Les poteaux de structure auront un diamètre proche de 90 mm d'une épaisseur de 3 mm minimum, pour optimiser la résistance mécanique. Sont exclu les poteaux de forme carrée ou rectangulaire

Les autres éléments des agrès auront un diamètre variant entre 33,7 et 42,4 mm et d'une épaisseur de 2,7 à 3 mm

ARTICLE 2.3 - GAZON SYNTHETIQUE

Fourniture et mise en œuvre d'un gazon synthétique selon calepinage préalablement établi.

Le gazon synthétique proposé doit être non polluant, sans métaux lourds et traité anti-UV.

L'entrepreneur doit également fournir une fiche d'identification de la colle utilisée et des bandes support de collage, ainsi qu'une notice d'utilisation et d'entretien du gazon synthétique qui seront annexés au procès-verbal de réception.

Coloris : Vert

Tuftage :

- En ligne
- Jauge 3/8°
- Hauteur de brin 20 mm +/- 5%
- Epaisseur de la fibre 150µ ± 10%
- Nombre de points sur 10 cm 16 ± 10%
- Poids de velours 743 g/m² ± 10%
- Nombre de tufts par m² 16 800 ± 10%

Remplissage :

- Sable de lestage

Le sable utilisé sera siliceux à grains arrondis, de granulométrie 0.315/1.2 MM.

L'entreprise devra fournir à l'approbation du maître d'œuvre, les courbes granulométriques ainsi que les procès-verbaux de caractérisation du produit utilisé.

ARTICLE 2.4 - SOLS AMORTISSANTS

Fourniture et mise en œuvre de revêtement amortissant, conformément aux normes NF EN 1176-1 et NF EN 1177 (ou normes équivalentes), et aux décrets 94-699 et 96-1136, comprenant

- Mise en œuvre d'une primaire d'accroche
- Mise en œuvre d'une couche amortissante : granulats de caoutchouc noir en EPDM 2/6mm, cellulaires, mélangés à un liant polyuréthane incolore et sans solvant, garantie ISO 9000, mis en œuvre in situ d'épaisseur variant selon la hauteur de chute critique des équipements
- Mise en œuvre d'une couche de finition : granulés d'EPDM (Ethylène, Propylène, Diène, Monomère) 1-4mm teintés dans la masse mélangée à un liant polyuréthane incolore mise en œuvre in situ
- Choix de 6 couleurs minimums à proposer

Les surfaces d'impact à traiter et leur épaisseur seront déterminées précisément par l'entreprise en fonction du matériel proposé, et des hauteurs de chute associées, conformément aux normes précédemment citées. L'entreprise devra obligatoirement mettre en œuvre une prestation cohérente entre le mobilier proposé et les sols amortissants correspondants.

CHAPITRE III : EXECUTION DES TRAVAUX ET DESCRIPTIF DES EQUIPEMENTS

ARTICLE 3.1 – PIQUETAGE ET IMPLANTATION

Le piquetage et l'implantation doivent être conformes au plan d'exécution élaboré par l'entreprise et soumis à l'accord du maître d'œuvre ou à son représentant.

Il comprend :

- L'axe des jeux
- Les angles extérieurs des combinaisons,
- Le périmètre des structures représenté par des points caractéristiques des courbes et angles qui permettent de donner une bonne notion de l'emprise des jeux,
- Le traçage des différentes zones de sécurité et des limites de sols amortissants,
- Les mesures au décamètre,
- Le piquetage à l'aide de piquets dont la tête est repérée par une couleur.

ARTICLE 3.2 – MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le Maître d'Ouvrage sera très attentif aux actions menées par l'entreprise dans le cadre du respect de l'environnement en particulier :

- Les actions de tri sélectif (évacuation des déchets en déchetteries agréées)
- L'utilisation de matériaux recyclables ou recyclés pour la fabrication des équipements de jeux.

L'entreprise aura la charge de la mise en sécurité du chantier durant toute la durée des travaux

3.2.1 Constat contradictoire sur l'état des lieux

Avant tout commencement des travaux, un constat contradictoire sur l'état des lieux à la charge du titulaire, sera établi entre le maître de l'ouvrage et le titulaire du marché.

Cet état des lieux permettra au titulaire de restituer les lieux dans le même état qu'avant le démarrage des travaux.

3.2.2 Protection de la végétation

Lors des fouilles en trous à proximité d'arbres, des précautions seront à prendre afin d'éviter le plus possible de blesser ou de mutiler les grosses racines de diamètre supérieur à 4 cm.

L'entrepreneur est tenu de prévenir le maître d'œuvre avant de sectionner les racines citées ci-dessus. Les opérations de chirurgie arboricole nécessaires (sectionnement, rafraîchissement, masticage, etc...) seront exécutées aux frais de l'entrepreneur sous les indications et contrôles de la maîtrise d'ouvrage.

3.2.3 – Travaux préparatoires

Terrain multisports :

L'entreprise aura à sa charge la dépose du terrain multisport existant ainsi que son gazon synthétique. Il précisera les modalités d'exécution de l'opération ainsi que la démarche environnementale mise en œuvre pour le recyclage des matériaux traités.

Espace Street-fitness:

L'entreprise aura à sa charge la dépose des modules et du revêtement de sol existant.

Il précisera les modalités d'exécution de l'opération ainsi que la démarche environnementale mise en œuvre pour le recyclage des matériaux traités.

3.2.4 - Scelllements, Ancrage et fixation des matériels

Les plans de réservation et d'ancrage des équipements seront fournis au maître d'œuvre par l'entrepreneur qui devra les respecter.

Les scelllements seront exécutés conformément aux fiches techniques à l'aide de béton dosé à 250 kg de ciment CPA.

Le titulaire effectuera le scellement des éléments dans le sol par carottage des réservations dans l'enrobé. En tout état de cause il devra être parfaitement efficace. La structure ne devra pas bouger à ce niveau et ce, de façon durable.

3.2.5 - Protection des ouvrages finis - Nettoyage

– Protection des ouvrages finis

Tous les ouvrages du présent marché qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés jusqu'à la réception.

Cette protection pourra être constituée, pour les équipements fragiles, soit par des bandes adhésives, soit par un film plastique, soit par tout autre moyen efficace.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le titulaire du présent marché.

– Nettoyage de mise en service

Les nettoyages de mise en service pour la réception des ouvrages seront aux frais du titulaire du présent marché.

Pour la réception, l'entrepreneur aura à effectuer le nettoyage complet de tous ses ouvrages et l'enlèvement de tous les déchets en provenance de ces nettoyages.

Ces nettoyages devront faire disparaître toutes les traces, projections et taches de plâtre, de mortier, de peinture, etc., tous les résidus des films de protection, etc.

3.2.6 – Essais et contrôles

Visite de contrôle imposée par le maître d'ouvrage à la charge de l'entreprise :

Réalisation d'un contrôle in situ, des équipements par un laboratoire spécialisé agréé par le maître de l'ouvrage comprenant :

-La visite,

-le contrôle et l'établissement par l'organisme agréé d'un rapport de visite et de conformité des équipements remis au maître de l'ouvrage. **Ce contrôle devra être réalisé avant la réception des travaux.**

Ces travaux comprendront les essais de conformité des sols aux valeurs HIC et/ou contrôle de stabilité (décret 96-495 du 4 juin 1996 : tests d'essais de charge réalisés à 320 kg pour les panneaux de basketball et 180 kg pour les buts de football).

Le laboratoire chargé des essais et contrôle devra être accepté par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 3.3 – DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS

3.3.1 – Fourniture et pose terrain multisports

La future structure multisports de dimensions 11m x 26.00 m + ou – 0.50m proposée par le candidat sera implanté sur une plateforme existante.

Les frontons seront d'une hauteur hors tout de 5m (3m de grilles, 2m de filet).

Les lisses seront d'une hauteur hors tout de 1m et seront équipés de poteaux multifonctions.

3.3.2– Fourniture et pose de street fitness et équipements fitness.

L'équipement de street fitness d'une surface d'impact d'environ 65m² et d'une hauteur de chute de 1m40 sera équipé à minima de :

- 2 anneaux
- 2 barres fixes
- 1 barre fixe poignée double
- 4 barres de traction
- 1 échelle asymétrique grande
- 1 échelle de suspension simple
- 1 monkey barre

Tous les équipements de fitness comporteront un affichage avec QR code permettant d'accéder aux instructions d'utilisation de chaque agrès.

Le futur espace fitness sera composé de :

- Un agrès type leg press pour 2 utilisateurs permettant un travail de renforcement des muscles des jambes. Dimension de 0.47M*2.3M*1.8M, zone de sécurité 18.5m²
- Agrès fitness de type Push + Pull pour 2 utilisateurs permettant un travail de renforcement des bras, des épaules et de la poitrine. Dimension de 0.76M*2.3M*1.9M, zone de sécurité 19m²
- Agrès fitness de type Arm press permettant un travail de renforcement des bras et des muscles du dos. Dimension de 0.77M*1.5M*1.0M, zone de sécurité 17m²
- Agrès fitness de type cavalier permettant un travail de renforcement des bras, des muscles du dos et des jambes. Dimension de 0.66M*1.3M*1.3M, zone de sécurité 16m²
- Agrès fitness de type leg lift permettant un travail de relaxation musculaire des mollets. Dimension de 0.88M*0.82M*1.2M, zone de sécurité 15m²
- Agrès fitness de type vélo elliptique permettant un travail de cardio et de mobilité des jambes et des bras. Dimension de 0.40M*1.17M*1.65M, zone de sécurité 15m²
- Agrès fitness de type low pull up permettant un travail de renforcement musculaire des bras, de la ceinture scapulaire et du dos. Dimension de 0.66M*1.27M*0.96M, zone de sécurité 15.5m²

3.3.3 - Fourniture et pose panneau d'information

Fourniture et pose au(x) endroit(s) stratégique(s) du nombre de panneaux réglementaires, suivant nécessité, panneaux en matière composite sur poteaux en métal, comprenant les inscriptions sérigraphiées ou gravées suivantes :

- le nom ou la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ou du gestionnaire de l'espace
- la tranche d'âge d'utilisation (si besoin),
- les mentions d'avertissement relatives aux risques liés à son utilisation ;
- toutes autres informations règlementaires.

Une attention esthétique particulière sera portée sur ce(s) panneau(x). Compris scellement direct dans des plots béton. Coloris proposés par le candidat, au moment de la mise au point du marché avec le titulaire, au choix du maître d'ouvrage.

3.3.4 - Echantillons

Un échantillon de la structure du terrain ainsi que du gazon synthétique sera a envoyé auprès de la commune avant la date de remise des offres (voir article 6.1 du RC page 7)

ARTICLE 3.4 – PLAN DE RECOLEMENT

A la fin des travaux, le dossier de récolement de la réalisation devra être remis au maître d'œuvre ou à son représentant dans un délai de huit jours.

Il devra comporter :

- un plan d'implantation,
- les fiches techniques des matériels installés,
- les éclatés d'assemblage correspondants,
- les certificats de conformité des matériels installés,
- rapport du bureau de contrôle
- une nomenclature détaillée des matériaux utilisés,
- une notice définissant les moyens et les opérations nécessaires à son bon entretien et indiquant les moyens de jugement de l'usure des différentes pièces au-delà de laquelle l'usage devient dangereux,
- la notice de montage ainsi que les documents concernant l'âge des utilisateurs,

ARTICLE 3.5 – GARANTIE

Le délai de garantie sera de deux ans minimum à compter de la date d'achèvement des travaux.

Tous les jeux et matériels ludiques seront garantis contre le bris dû à des défauts dans les matériaux ou à des vices de fabrication.

Les durées de garantie sont à compléter dans le Règlement de la consultation (page 10 – article 8.2) (Fait partie des critères techniques)

ARTICLE 3.6 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le titulaire aura à sa charge :

- L'apport de tout conseil ou assistance nécessaire,
- La reconnaissance des lieux,
- Les études préalables,
- L'établissement du plan de nivellement,
- Les sondages de terrain si nécessaire,
- Les plans d'exécution (type de jeux proposés, implantation, hauteur de sol souple correspondant),
- Les implantations et piquetages correspondant aux plans d'exécution,
- Le dossier des ouvrages exécutés

L'entrepreneur aura à effectuer à ses frais le piquetage général pour reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation.

Ce piquetage se fera au moyen de piquets numérotés, solidement ancrés dans le sol, dont les têtes seront raccordées en plan et en altitude aux repères fixes mentionnés ci - avant.

L'entrepreneur établira un plan de piquetage sur lequel sera portée la position des piquets, le fond de ce plan pourra être le plan général d'implantation visé ci- avant.

L'entrepreneur sera tenu de veiller à la bonne conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin, pendant toute la durée nécessaire.

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur sera tenu de compléter le piquetage général par autant de piquets qu'il sera nécessaire. Ces piquets complémentaires devront pouvoir être distingués de ceux du piquetage d'origine.

L'entrepreneur sera seul responsable des piquetages complémentaires.

- Avant toute exécution, la soumission de ses plans, principes d'exécution, notes de calculs et notices explicatives à l'approbation du maître d'ouvrage,
- La Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT),
- Le plan d'accès au chantier y compris les installations provisoires,
- La signalisation du chantier,
- La mise en place d'une signalétique afin d'assurer la sécurité des piétons aux abords du chantier,
- La fourniture de tous les échantillons réclamés par le maître d'ouvrage quels qu'en soient le nombre et les dimensions,
- La livraison, fourniture et pose de toutes les composantes du terrain multisports, skate parc et jeux
- La protection et le maintien en état de propreté des accès immédiats,
- Le nettoyage journalier et de fin de chantier : pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, et autres du domaine public devront toujours être maintenus en parfait état de propreté. En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur en cours d'intervention sera seul responsable des conséquences. Le nettoyage général en fin de chantier comprendra la fourniture des moyens et des produits nécessaires. Ceux-ci devront être compatibles avec les matériaux à nettoyer et leur support et ne pas occasionner de contraintes pour l'entretien ultérieur. Tous les produits et procédés de nettoyages seront adaptés pour assurer la protection de l'environnement. A cet effet, les détergents utilisés devront être dans l'idéal certifiés « détergents écologiques » par ECOCERT ou un autre certificateur accrédité par le COFRAC.

- L'entreprise devra la protection constante de ses ouvrages et de ses abords,
- Le maintien en sécurité du chantier : conformément au plan de prévention, l'entreprise demeurera responsable de la sécurité conformément au droit commun et fera son affaire des mesures de sécurité propres à son personnel (visite médicale d'aptitude, formation à la sécurité, fourniture des équipements individuels et collectifs de sécurité,...) et à son matériel (appareils de levage, échafaudages, véhicules, protection contre l'incendie, protection contre les chutes,...) pour l'exécution de ses propres travaux. L'entreprise devra se conformer aux arrêtés préfectoraux applicables dans le département du Var. Les dispositifs communs de sécurité seront fournis, mis en œuvre, entretenus et démontés chaque fois que ce se sera nécessaire et ce jusqu'à la fin des travaux.

- Le gardiennage éventuel si nécessaire,
- Le transport des matériaux nécessaires au chantier,
- L'évacuation des terres et gravois au fur et à mesure des travaux,
- Toutes dispositions pour travailler en toutes conditions météorologiques (froid, humidité, etc.) et si nécessaire en couvrant le sol d'un film de polyuréthane et en mettant en place un procédé de chauffage.
- Une obligation de résultat pour le scellement et la stabilité de la structure.
- La réfection des accès chantier (sols, portails, portillons etc.) ayant subi des dégradations et toute réfection nécessaire aux éventuelles dégradations causées par l'exécution des travaux. Un état des lieux contradictoire (avant et après travaux) sera établi en présence du maître d'ouvrage. L'entreprise devra la remise en état complète des ouvrages détériorés, ceci par des entreprises qualifiées.

L'incidence financière sera à la charge pleine et entière de l'entrepreneur.

- Le repliement du chantier en laissant propre les zones occupées pour le stockage éventuel des terres, des matériels divers,
- Le dossier des ouvrages exécutés : le plan de récolement, le dossier de maintenance où seront indiqués les éléments installés (fiche technique) la nature, la fréquence des interventions..., les instructions afférentes aux contrôles,

- La fourniture du rapport final du bureau contrôle,
- La formation sur site du personnel des services techniques qui sera chargé des contrôles visuels de routine. Cette formation sera dispensée dans le mois suivant la réception des travaux.